Histoire Engagée

"Racisme, genre et discriminations.De l’approche intersectionnelle vers les médiations interculturelles" Dirigé par : Javorka Zivanovic, Myriame Martineau, Michèle Vatz Laaroussi, Liliana Kremer

Baltazar ATANGANA NOAH

12 novembre 2026

Baltazar ATANGANA NOAH[1]

La question de ce que la discrimination fait aux corps, aux trajectoires et aux paroles se pose aujourd'hui avec une acuité renouvelée. C'est précisément sur ce terrain que s'engage le collectif réuni par Javorka Zivanovic, Myriame Martineau, Michèle Vatz Laaroussi et Liliana Kremer dans un ouvrage qui prolonge plusieurs années de travaux communs menés au sein de l'axe Femmes, intersectionnalité et interculturalité de l'Association internationale de recherche interculturelle (ARIC)[2]. Quatorze contributions, réunissant chercheures, travailleuses sociales, praticiennes et témoins, composent cet ensemble résolument pluriel, dont la cohérence tient moins à l'uniformité des méthodes qu'à la conviction partagée qu'une approche intersectionnelle[3] constitue aujourd'hui une condition *sine qua non* pour penser sérieusement le racisme et les discriminations de genre à travers le monde. L'introduction des coordinatrices pose d'emblée le cadre : elles se définissent comme « *chercheures, enseignantes, artistes et praticiennes* » engagées dans « *une démarche interculturelle critique et intersectionnelle, féministe et antiraciste, transnationale et interdisciplinaire* » (p. 17). Affirmé dès l'introduction, ce cadre commande à la fois le choix des contributions et l'architecture du volume.

Nommer ce que le racisme fait au genre, et *vice versa*

La première partie de l'ouvrage s'attaque à ce que les coordinatrices nomment le « *néo-racisme* », soit cette forme contemporaine de discrimination qui ne se dit plus en termes biologiques mais qui produit les mêmes effets d'exclusion en empruntant le vocabulaire de la culture, de la religion ou de l'ordre public. Le chapitre de Fabio Perocco sur le discours racialisé de l'aide sociale en Europe illustre avec précision comment la figure du migrant-assisté a été construite pour justifier des politiques restrictives tout en préservant l'apparence de neutralité institutionnelle[4]. L'argument est documenté et convaincant. Il résonne d'autant plus que l'introduction signale que « *les enjeux politiques et sociaux reliés à l'immigration ne cessent de se redessiner à la lumière des processus associés à la montée des intolérances, de la xénophobie et du néo-racisme* » (p.18).

La contribution d'Alexia Delestre-Ducharme sur les couturières de la mode éthique à Montréal constitue l'un des chapitres les plus solides de l'ensemble[5]. En mobilisant une grille féministe matérialiste, l'auteure démontre que les entreprises

qui se réclament d'une éthique de production reproduisent en réalité les mêmes conditions d'invisibilisation du travail féminin et racisé que l'industrie ordinaire. La vertu affichée fonctionne comme un écran : « *la mode éthique semble se limiter à un discours idéologique de greenwashing plutôt que* [d'] *améliorer les conditions de travail des couturières* » (p. 120). La démonstration croise division sexuelle du travail, ethnicisation des emplois de sous-traitance et précarité salariale avec une rigueur qui tranche avec la rhétorique du commerce équitable. L'auteure conclut que « *malgré la participation active des femmes sur le marché du travail, une division sexuelle persiste dans les types de tâches qu'elles effectuent et dans les conditions matérielles et organisationnelles dans lesquelles elles exercent leur travail* » (p. 120).

L'entrevue entre Lilyane Rachédi et Nawel Dupré Rachédi sur la mémoire coloniale dans les manuels scolaires français[6] prolonge cette réflexion en montrant comment l'école fabrique une mémoire nationale filtrée qui reconduit dans l'espace pédagogique les hiérarchies qu'elle prétend ignorer. Le format de l'entretien, moins habituel dans un collectif académique, permet une forme de franchise que l'article scientifique autorise rarement. La partie introductive signale à juste titre que les nouveaux paradigmes « *liés aux oppressions multiples, la justice sociale, la colonisation-décolonisation ou encore l'antiracisme, ont repris de la vigueur* » (p.18), et ce chapitre en est l'illustration directe dans le champ scolaire.

Deux autres contributions méritent attention dans cette première partie. Le chapitre d'Alexandra Stankovich sur les sortant.e.s des communautés juives ultra-orthodoxes new-yorkaises s'identifiant comme membres de la communauté LGBTQIA+ (p. 125-142) illustre ce que les autrices de l'introduction appellent « *l'intermarginalité* », soit le fait d'occuper simultanément plusieurs positions d'exclusion sans que l'une annule l'autre. Le chapitre de Jean Launy Avril sur les jeunes Haïtiens immigrés à Córdoba-Argentine (p. 165-180) apporte quant à lui une perspective sud-américaine précieuse : la construction d'une « altérité racialisée » dans un contexte où l'imaginaire national argentin se voulait européen et blanc montre que le néo-racisme ne se limite pas aux sociétés d'immigration nordiques.

Des voix au lieu des catégories

La place accordée à des voix qui ne sont pas celles des chercheures est l'un des

partis pris forts de l'ouvrage. Le chapitre consacré à l'engagement des femmes musulmanes voilées contre les discriminations[7] en est l'exemple le plus saisissant. Khadija Faid, Rezkia Rebai et Abir Youssef y prennent la parole en leur propre nom pour décrire l'expérience d'une double marginalisation, à la fois dans la société québécoise et à l'intérieur de discours féministes qui peinent à reconnaître leur subjectivité. La phrase d'Abir Youssef résume cette tension avec netteté : « *Chaque femme qui porte le foulard ou pas et chaque personne a le droit de trouver une place qui la reconnaît et la valorise comme une partie de la société* » (p. 285).

Le chapitre de Myriame Martineau sur le conte comme outil de médiation interculturelle[8] emprunte une voie similaire en montrant comment la narration peut créer un espace de parole pour des personnes immigrantes que les dispositifs institutionnels ordinaires ne parviennent ni à entendre ni à nommer. L'idée que la voix orale, le récit de vie et la fiction peuvent constituer des formes de résistance au silence imposé traverse plusieurs contributions de la seconde partie de l'ouvrage. Elle ne va pas sans soulever une question que le livre pose sans tout à fait y répondre : dans quelle mesure ces espaces de parole, souvent fragiles et temporaires, peuvent-ils peser sur les structures qui produisent le silence ?

Le chapitre de Paola Puccini sur l'écriture translingue des femmes (p. 183-202) prolonge cette réflexion par un autre biais. En montrant comment des autrices migrantes francophones négocient leur langue d'écriture entre langue d'origine et langue d'accueil, l'auteure fait de la pratique littéraire un espace de médiation culturelle à part entière.

La postface de Baharan Baniahmadi, actrice et écrivaine iranienne établie à Montréal, constitue à cet égard un moment fort. Son témoignage sur l'autocensure persistante, même en contexte de liberté formelle, donne chair à ce que les textes académiques désignent sous le terme de violence symbolique. *« Je ne vivais pas véritablement ; je menais plutôt une sorte de semi-vie* » (p. 302), écrit-elle. Elle ajoute plus loin que « *la peur et l'anxiété* [la] *conduisaient à exprimer* [ses] *idées à travers des symboles et des métaphores, ce qui rendait encore plus difficile de* [se] *libérer de ces habitudes d'autocensure* » (p. 302). Ce passage illustre mieux que tout argument abstrait pourquoi la question du genre et de la discrimination ne se réduit pas à des droits formels.

Médiation ou transformation structurelle

La seconde partie du recueil, consacrée aux « médiations interculturelles intersectionnelles en action », est la plus hétérogène mais aussi la plus directement utile pour les praticiens. L'analyse réflexive des ateliers de sensibilisation menés à Sherbrooke[9] illustre avec honnêteté les limites du format : les mêmes participants reviennent d'un atelier à l'autre, les hommes et les participants plus âgés peinent à reconnaître les micro-agressions, et la question de l'impact structurel reste ouverte. Les autrices relèvent que « *les hommes et les participant-e-s plus âgé-e-s avaient plus de difficulté à reconnaître certaines situations de racisme et avaient tendance à en diminuer l'impact, notamment lorsqu'il est question de micro-agressions* » (p. 224). Cette franchise est plus précieuse que bien des conclusions triomphantes.

La contribution d'Abhijit Karkun sur les conseils villageois en Inde[10] offre un décentrement géographique bienvenu. L'étude du panchâyat comme dispositif d'autonomisation des femmes rurales montre qu'une mesure de discrimination positive inscrite dans le droit constitutionnel peut produire des effets réels tout en laissant intactes les résistances patriarcales quotidiennes. L'exemple des sarpanchs femmes convoquées devant l'ONU en 2019 pour témoigner de leur action locale le montre bien : les changements sont réels, mesurables, et pourtant toujours menacés de confiscation par les hommes de l'entourage. Karkun rapporte ainsi que « *plusieurs femmes représentantes élues se sont illustrées sur la scène en y entraînant les changements positifs dans leurs régions* » (p. 295), mais il documente avec la même rigueur les obstacles persistants, du manque d'éducation au rôle par procuration que les maris continuent d'exercer en lieu et place de leurs épouses élues.

Gélinas résume bien, dans sa préface, la tension qui traverse l'ouvrage: la médiation interculturelle oscille entre une fonction technique de gestion des conflits et une ambition politique de transformation des rapports de pouvoir. Gélinas écrit qu'il s'agit de « *passer d'une médiation pragmatique à une médiation intégrative »* capable de *« contribuer à la démocratisation de ce type d'intervention en valorisant à la fois l'agentivité des acteurs sociaux et leurs particularismes culturels* » (p. 14). Les contributions les plus convaincantes sont celles qui ne dissolvent pas cette tension mais l'assument. La médiation n'est pas neutre ; elle s'exerce toujours dans un contexte de rapports asymétriques et, si elle ne les nomme pas, elle risque de les reconduire sous couvert d'apaisement.

En guise de conclusion

On peut regretter que l'ouvrage manque parfois de dialogue interne entre ses parties. Certaines contributions, notamment celles portant sur le Chaco argentin et l'Inde, auraient gagné à être mises en résonance explicite avec les chapitres québécois et européens, plutôt que de coexister dans une logique de catalogue. La diversité géographique, qui constitue l'une des forces de ce travail, devient par endroits un obstacle à la synthèse. Il n'en reste pas moins que *Racisme, genre et discriminations* représente une contribution sérieuse et engagée à un champ dont les enjeux dépassent largement l'espace académique. La conclusion implicite que l'on tire de l'ensemble se résume à une formule de l'introduction qui invite à « *ouvrir un espace de possibles en termes de dialogue et de reconfiguration des rapports sociaux* » (p. 17). L'ouvrage y parvient souvent, et c'est déjà beaucoup. Il sera utile dans un monde en mutations aux professionnels du travail social, aux formateurs en médiation interculturelle et à quiconque cherche à articuler théorie critique et pratique de terrain sans sacrifier l'une à l'autre.

---

1. Baltazar Atangana, consultant en genre, inclusion sociale et développement, intervenant dans des programmes internationaux de développement en Afrique centrale et de l'Ouest. Contact : noahatango@yahoo.ca.

2. L'ouvrage s'inscrit dans la continuité d'une série de publications collectives coordonnées par Michèle Vatz Laaroussi et ses collaboratrices, dont *Visages du racisme contemporain : les défis d'une approche interculturelle* (L'Harmattan, 2021) et *Femmes et féminismes en dialogue* (L'Harmattan, 2019).

3. Kimberlé Crenshaw a forgé le concept d'intersectionnalité en 1989 pour désigner la manière dont le genre et la race se croisent pour produire des discriminations spécifiques qui ne se réduisent ni à l'un ni à l'autre de ces axes pris séparément. Kimberlé Crenshaw, « Demarginalizing the Intersection of Race and Sex », University of Chicago Legal Forum, 1989, p. 139-167.

4. Chapitre 1, Fabio Perocco, « Le discours racialisé sur l'aide sociale entre guerre aux migrants et guerre à l'État-providence », p. 37-56. Perocco montre comment la figure du migrant-assisté a été construite pour justifier des politiques

restrictives tout en préservant l'apparence de neutralité institutionnelle.

5. Chapitre 4, Alexia Delestre-Ducharme, « Les conditions de travail des couturières dans les entreprises de mode éthique à Montréal. Analyse sociologique féministe matérialiste des rapports sociaux », p. 105-124.

6. Chapitre 3, entrevue entre Lilyane Rachédi et Nawel Dupré Rachédi, « Mémoire coloniale et manuels scolaires en France », p. 95-104.

7. Chapitre 13, Michèle Vatz Laaroussi, Khadija Faid, Rezkia Rebai et Abir Youssef, « Sortir de l'invisibilité. L'engagement des femmes musulmanes portant le foulard (voile ou hijab) contre le racisme et les discriminations », p. 271-286.

8. Chapitre 12, Myriame Martineau, « Conte et médiation interculturelle. Quand la voix des immigrant.e.s se libère et se donne à entendre », p. 253-270.

9. Chapitre 10, Javorka Zivanovic, Michèle Laliberté et Michèle Vatz Laaroussi, « Les ateliers de sensibilisation Médiation interculturelle : pour mieux vivre ensemble à Sherbrooke. Une analyse critique », p. 213-252. Les autrices livrent une analyse réflexive précieuse des obstacles rencontrés : temporalité des ateliers contrainte, difficulté à recruter des hommes et des participants âgés, reproduisant les déséquilibres observés dans la participation citoyenne aux enjeux interculturels.

10. Chapitre 14, Abhijit Karkun, « Le conseil villageois et la gestion de la diversité. Une étude de l'autonomisation de la femme rurale en Inde », p. 287-300. La contribution documente comment le 73e amendement constitutionnel de 1992 a réservé au moins un tiers des sièges des panchâyat aux femmes, avec des résultats notables : en 2019, les femmes détenaient plus de 44 % des sièges aux institutions du Panchayati Raj.